



La Presse

Forum, mardi 15 avril 2003, p. A21

Quelles priorités?

S'affranchir du dogme du déficit zéro

Duclos, Jean-Yves

La conciliation travail-famille, la santé et l'économie ont été au coeur de la campagne électorale. Quels gestes majeurs le nouveau gouvernement devra-t-il faire dans chacun de ces secteurs?

QUELLES PRIORITÉS économiques pour le gouvernement élu hier soir? D'abord, s'affranchir du dogme du déficit zéro. Le gouvernement sortant s'est auto-imposé cette contrainte politique pour lui permettre de mettre un peu d'ordre dans ses dépenses. Mais forcer un "déficit zéro" permanent est un non-sens économique et budgétaire. Un solde budgétaire parfois positif, parfois négatif, permet en effet aux gouvernements d'absorber les effets des cycles économiques sans avoir à bouleverser annuellement la structure de ses dépenses ou celle de ses recettes. Cette souplesse a aussi la vertu d'atténuer les cycles économiques, en stimulant l'économie lorsqu'il y a ralentissement, et vice versa.

Vouloir s'auto-imposer un déficit zéro en permanence ne peut venir que d'une incapacité politique à expliquer à la population pourquoi il est utile que le solde d'un gouvernement fluctue. Cela révèle soit un pauvre jugement de la capacité des citoyens à comprendre la gestion publique, soit un faible usage des capacités pédagogiques de nos élus. Un des effets néfastes du dogme du déficit zéro est aussi de générer une pression immense sur les finances publiques québécoises sitôt qu'il y a émergence d'un léger surplus. Ne permettant pas un lissage de ses dépenses à travers le temps, le gouvernement est ainsi amené à dépenser en toute vitesse ce surplus, souvent de manière arbitraire et improvisée.

Interventionnisme

Parlant d'improvisation, la campagne électorale semble en avoir généré une bonne dose. On peut admettre que l'improvisation peut être de bonne guerre en campagne électorale, permettant entre autres de brouiller les cartes de ses adversaires. Mais elle ne devrait pas servir de programme de travail pour un bon gouvernement.

Un exemple éclatant d'improvisation est évidemment la proposition largement débattue de "conciliation travail-famille". Par sa rigidité et son universalité aveugle, cette mesure risquerait d'augmenter les coûts de l'emploi et diminuer la compétitivité des entreprises québécoises. Le niveau de vie des jeunes et des familles dépend démesurément de la

santé de l'économie: ce sont eux les plus vulnérables sur le marché du travail. En ralentissant la création d'emplois et en créant du chômage, les mesures de soi-disant conciliation travail-famille pourraient en fait ironiquement déconnecter travail et jeune famille... Toute intervention sur ce plan doit donc être faite de manière très réfléchie, en évitant absolument l'amateurisme et la précipitation.

Rectifier dès le début les abus de l'interventionnisme doit aussi être une priorité du gouvernement. Les avantages de l'interventionnisme sont typiquement politiques et de court terme. Ses coûts sont budgétaires et économiques, et ne deviennent souvent apparents que plus tard. Des exemples de ces coûts circulent de plus en plus- les déboires de la Caisse de dépôt et de placement, le gaspillage généré par subventions et congés fiscaux aux entreprises, l'interventionnisme coûteux de la SGF et d'Investissement Québec, etc. Le coût politique des décisions difficiles croissant avec l'approche des élections, il est essentiel que le nouveau gouvernement se consacre à cette rectification dès le début de son mandat.

Prudence

Il faut finalement gérer le Québec de manière prudente. Il était dans l'intérêt du gouvernement sortant de donner l'impression d'une économie solide. Or, le Québec est parmi les provinces ayant le plus haut taux de chômage, s'établissant à près de 9 % (celui de l'Ontario est de 6,5 %). Ce taux est de plus en plus en hausse importante depuis décembre dernier. Cette situation ne va certainement pas s'améliorer à court terme avec la mollesse de l'économie américaine et mondiale et un protectionnisme américain à la hausse. Il est aussi bien connu que les contribuables du Québec sont parmi les plus taxés du continent.

Ayant vu les promesses de centaines de millions de dollars voler dans tous les sens durant la campagne, il y a évidemment lieu de recommander au nouveau gouvernement une bonne dose de bon sens budgétaire, en débutant par une réduction de la taille ridiculement gonflée du cabinet.

L'auteur est professeur agrégé au département d'économie de l'Université Laval.

Catégorie : Éditorial et opinions

Sujet(s) uniforme(s) : Administration et finances publiques

Taille : Moyen, 488 mots

(c) 2003 La Presse. Tous droits réservés.

Doc. : 20030415LA0064